

La «suédoise» va devoir faire des choix

Alors que les suggestions de réforme émises par les quatre partis de la suédoise (MR, Open VLD, CD&V et N-VA) volent dans tous les sens — de la baisse des charges patronales à une réforme fiscale, en passant des mesures ciblées —, il apparaît que ces mesures additionnées seront impayables, d'autant plus que l'assainissement budgétaire sur la législature à venir doit être drastique. Le duo de formateurs, Charles Michel et Kris Peeters, devrait donc tempérer les velléités de nouvelles dépenses et plaider pour rester dans une enveloppe de 4 à 5 milliards

d'euros pour financer les nouvelles mesures du futur gouvernement fédéral sur la compétitivité.

Les quatre partis de la coalition sont d'accord pour que ces mesures soient budgétairement neutres — comprenez qu'il faudra trouver un moyen de les compenser. Cela passera avant tout par des économies, assure-t-on dans la coalition. Mais il est illusoire de penser que tout pourra être fait sans aller chercher de nouvelles recettes... Reste à voir où le curseur entre les deux formes de rentrées financières va pouvoir être placé.

LIRE EN PAGE 4

Contenir les nouvelles mesures dans une enveloppe de 4 à 5 milliards d'euros.

La suédoise va redescendre sur terre

Le catalogue des mesures demandées par chacun des 4 partis est impayable. Les nouvelles mesures devront rester dans une enveloppe de 4 à 5 milliards d'euros, qui devra être compensée budgétairement.

MARTIN BUXANT

Vous l'aurez compris, à ce stade, les pistes de la coalition suédoise, ce n'est plus un catalogue de bonnes intentions, c'est «La Redoute» et «Les 3 Suisses» réunis en un seul volume. «On va devoir calmer les ardeurs de tout le monde, sortir les séca-teurs et élaguer», pointe un négociateur conscient de la tournure qu'ont pris les événements ces derniers jours. On n'a (toujours) pas trouvé de pétrole en Belgique, il va donc falloir opérer des choix — sous peine de voir l'addition devenir impayable.

Ainsi est-il établi par les co-formateurs Michel et Peeters que le montant de l'ensemble des nouvelles mesures qui seront prises par le futur gouvernement fédéral oscil-lera entre quatre et cinq milliards d'euros. C'est une sacrée ardoise, di-rez-vous, surtout qu'elle s'ajoute aux 17 milliards nécessaires sur la légis-lature pour respecter les engage-ments budgétaires européens (+ 0,75% du PIB en 2019). Mais «on veut faire quelque chose d'ambitieux», dit-on dans la suédoise... Et là pique à l'adresse de la coalition sortante est gratuite: «On ne va pas se contenter de mesurètes comme Di Rupo avec du bois de rallonge à chaque conclave

budgétaire, on veut quelque chose qui, une fois pour toutes, nous ramène au top de la compétitivité», rêve un négocia-teur.

Les nouvelles mesures que le gouvernement va prendre pour réduire le handicap salarial ou pour doper l'emploi — baisse des charges patronales de 33 à 25%, taux de 0% sur une tranche fiscale de 13.000 euros, baisses d'impôts ciblées, etc. etc. — ne sont à ce stade pas arrêtées. Seul le principe de la compensation fait consensus parmi les quatre formations politiques. Les nouvelles mesures (4 à 5 milliards d'euros, donc) devront être budgétairement neutres. Là, libéraux flamands et N-VA claironnent qu'ils ne veulent pas entendre parler de recettes dans le cadre de cette compensation — mais c'est une posture symbolique. «Chacun sait que c'est une posture impossible à tenir», commente un expert. «Des nouvelles recettes (lisez: taxes et impôts), il faudra bien aller en chercher quelque part».

Symbolique

À côté des nouvelles mesures qui coûteront un pont à quatre ou cinq milliards, il va falloir — on com-mence à connaître la chanson — assainir. Le débat au sujet d'un report de l'équilibre budgétaire est in fine plus symbolique qu'autre chose. Rappel, l'État fédéral doit être à l'équilibre en 2016. Un report d'une année ne constitue qu'un gain de 0,15% du PIB — soit 0,55% d'effort en lieu et place des 0,7% d'effort struc-

turel que doit fournir l'État fédéral. Concrètement, donc, reculer l'échéance budgétaire, tout le monde ou presque — pas le CD&V — est pour, mais ça ne rapportera «que» 600 millions d'euros dans les caisses de l'État. Autant l'écrire: une paille... Il faudra donc encore de sa-crés coups de rame pour aller cher-

cher les milliards nécessaires... Cinq milliards d'euros d'économie ont déjà été dégagés en réduction de dépenses primaires et soins de santé. Et les techniciens planchent sur les économies réalisables dans la sécurité sociale. Inédit: Marc Des-cheemaeker, l'ex-boss de la SNCB, autrefois étiqueté Open VLD, fait désormais partie de la délégation de négociateurs N-VA.

Allonger la carrière

Enfin, toujours côté budgétaire, et alors que le gouvernement wallon effectue sa rentrée ce jeudi (lire par ailleurs), les co-formateurs aime-raient pouvoir s'entretenir avec les ministres-présidents des entités fédérées. Dans la coalition suédoise, on indique ne pas vouloir mener de «guérilla budgétaire» avec les entités fédérées — cela ne mènerait à rien si-non à (encore) compliquer les choses. Beaucoup d'interrogations subsistent néanmoins sur la ma-nière dont les trajectoires budgé-taires, entre autres, vont être discu-tées alors qu'aucun parti, côté fran-cophone, n'est présent à la fois au fédéral et dans les Régions.

Mercredi, les négociateurs ont abordé en première lecture le volet

pensions et progrès social, avant de se consacrer à l'énergie ce jeudi. Plusieurs négociateurs relèvent qu'au rayon pensions, le programme de cette coalition devrait s'apparenter à un «copy/paste» des différentes recommandations formulées par la commission pensions de Frank Vandenbroucke. Rappel,

ces pistes sont articulées autour de l'idée d'un système à points calculés en fonction de la durée de la carrière et des revenus engrangés. Une des pistes de ladite commission évoque même la possibilité de relever l'âge légal de la pension à 66 ans en 2020 et 67 ans en 2030. Mais l'idée de relever l'âge de la pension, à terme à 67 ans, «n'est pas à l'ordre

du jour, en tout cas pas au MR», a tempéré mercredi le ministre sortant du Budget Olivier Chastel. Comme d'autres, celui-ci plaide pour un allongement de la carrière alors que l'âge moyen de départ est de 59 ans en Belgique, contre 61 ou 62 ans dans bon nombre de pays européens.

«On sait bien qu'il faudra de nouvelles recettes et impôts, il ne faut pas se voiler la face.»

UN NÉGOCIATEUR

COMMISSION

PETIT TOUR DE LOBBY À MILAN POUR REYNDERS

Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) ne sera pas à la table des négociations ces jeudi et vendredi. Il s'est en effet envolé pour l'Italie, à Milan, où se tient un conseil informel des ministres européens des Affaires étrangères. C'est là, dans les couloirs, que vont avoir lieu les ultimes tractations et

palabres pour décrocher les postes les plus en vue de la prochaine Commission européenne — entre autres la succession de la Britannique Catherine Ashton. La décision formelle à ce sujet est attendue lors du sommet

européen de ce week-end à Bruxelles. En Belgique, c'est le Premier en affaires courantes Elio Di Rupo qui assistera à ce sommet — son dernier? — et devra glisser à

Jean-Claude Juncker le nom du ou des candidats belges. On connaît la guerre que se livrent MR et CD&V à ce sujet — Marianne Thyssen étant ouvertement candidate.

Didier Reynders a quatre portefeuilles de commissaire dans son viseur — tous sont à connotation économique. Le premier est celui qu'occupait l'intransigeant Finlandais Olli Rehn, en charge des affaires budgétaires. Autres portefeuilles importants:

la Concurrence et le Commerce extérieur. La Concurrence est un domaine éminemment stratégique à la Commission — entre autres pour réguler les aides d'État. Le Commerce extérieur, détenu jusqu'ici par un Belge, ne devrait pas revenir à un Belge pour un autre mandat. Enfin, le portefeuille de l'Énergie est également très en vue — de nombreuses actions sont à mener sur la scène internationale.

BUX